



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Mi'kmaq Education Act

Loi sur l'éducation des Mi'kmaq

S.C. 1998, c. 24

L.C. 1998, ch. 24

Current to October 6, 2010

À jour au 6 octobre 2010

Published by the Minister of Justice at the following address:
<http://laws-lois.justice.gc.ca>

Publié par le ministre de la Justice à l'adresse suivante :
<http://lois-laws.justice.gc.ca>

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (2) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31. (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

Inconsistencies in Acts

(2) In the event of an inconsistency between a consolidated statute published by the Minister under this Act and the original statute or a subsequent amendment as certified by the Clerk of the Parliaments under the *Publication of Statutes Act*, the original statute or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (2) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

31. (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

(2) Les dispositions de la loi d'origine avec ses modifications subséquentes par le greffier des Parlements en vertu de la *Loi sur la publication des lois* l'emportent sur les dispositions incompatibles de la loi codifiée publiée par le ministre en vertu de la présente loi.

Codifications comme élément de preuve

Incompatibilité — lois



1998, c. 24

1998, ch. 24

An Act respecting the powers of the Mi'kmaq
of Nova Scotia in relation to education

[Assented to 18th June 1998]

Loi concernant les pouvoirs des Mi'kmaq de la
Nouvelle-Écosse en matière d'éducation

[Sanctionnée le 18 juin 1998]

Her Majesty, by and with the advice and
consent of the Senate and House of Commons
of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

Short title

- This Act may be cited as the *Mi'kmaq Education Act*.

TITRE ABRÉGÉ

- Loi sur l'éducation des Mi'kmaq.*

Titre abrégé

DÉFINITIONS ET DISPOSITIONS
GÉNÉRALES

Definitions

- Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

“Agreement”
“convention”

«bande» S'entend au sens de la *Loi sur les Indiens*.

«bande»
“band”

“band”
“bande”

«communauté» Bande mentionnée à l'annexe.

«communauté»
“community”

“community”
“communauté”

«conseil» En ce qui touche une bande ou une communauté, le conseil compétent aux termes de la *Loi sur les Indiens*.

«conseil»
“council”

“constitution”
“constitution”

«constitution» La constitution adoptée, en matière d'éducation, par le conseil d'une communauté en conformité avec l'annexe D de la convention.

«constitution»
“constitution”

“council”
“conseil”

«convention» La convention conclue entre Sa Majesté du chef du Canada et les bandes mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse en matière d'éducation, et signée le 14 février 1997.

«convention»
“Agreement”

“member”
“membre”

«membre» Membre d'une communauté inscrit sur la liste de bande tenue en conformité avec la *Loi sur les Indiens* ou ayant le droit d'y être inscrit.

«membre»
“member”

“reserve” « réserve »	with the <i>Indian Act</i> or who is entitled to have that name appear on the band list.	«réserve» S’entend au sens de la <i>Loi sur les Indiens</i> .	« réserve » “reserve”
Legal capacity	“reserve” means a reserve within the meaning of the <i>Indian Act</i> .		
Majority vote	3. (1) For the purposes of this Act, a community shall act through its council.	3. (1) Les attributions de la communauté sont, pour l’application de la présente loi, exercées par l’intermédiaire de son conseil.	Rôle du conseil
Purpose	(2) For greater certainty, paragraph 2(3)(b) of the <i>Indian Act</i> applies in respect of the powers of the council of a community under this Act.	(2) Il est entendu que l’alinéa 2(3)b) de la <i>Loi sur les Indiens</i> s’applique aux pouvoirs dévolus au conseil en vertu de la présente loi.	Majorité des conseillers
Application of Act	4. The purpose of this Act is to enable communities to exercise jurisdiction in relation to education, as provided in the Agreement.	4. La présente loi a pour objet de permettre à la communauté d’exercer les attributions qui lui sont conférées par la convention en matière d’éducation.	Objet
Legislative power	5. This Act applies to every community for which a constitution is in effect.	5. La présente loi s’applique à la communauté tant que sa constitution est en vigueur.	Champ d’application
POWERS AND DUTIES OF COMMUNITIES			
Legislative power — post-secondary support	6. (1) A community may, to the extent provided by the Agreement, make laws applicable on the reserve of the community in relation to primary, elementary and secondary education.	6. (1) Dans la mesure prévue par la convention, la communauté peut légiférer, pour application dans sa réserve, en matière d’éducation de niveaux primaire, élémentaire et secondaire.	Pouvoirs législatifs : éducation
Programs and services	(2) A community may make laws in relation to the administration and expenditure of community funds in support of post-secondary education, as provided by the Agreement, for members of the community wherever resident.	(2) Elle peut aussi légiférer relativement à la gestion et à l’emploi des fonds dont elle dispose pour aider financièrement, en conformité avec la convention, ses membres — où qu’ils résident — en ce qui touche l’éducation au niveau postsecondaire.	Pouvoirs législatifs : aide financière
Transferability	7. (1) A community shall, to the extent provided by the Agreement, provide or make provision for primary, elementary and secondary educational programs and services for residents of its reserve.	7. (1) Dans la mesure prévue par la convention, la communauté est tenue d’offrir — directement ou indirectement — aux résidents de sa réserve des programmes et des services en matière d’éducation de niveaux primaire, élémentaire et secondaire.	Programmes et services
Community education boards	(2) The educational programs and services so provided must be comparable to programs and services provided by other education systems in Canada, in order to permit the transfer of students to and from those systems without academic penalty to the same extent as students can transfer between those other education systems.	(2) Les programmes et services ainsi offerts doivent être comparables à ceux offerts par d’autres systèmes éducatifs du Canada, afin que les élèves puissent passer d’un système à l’autre sans inconvénients sur le plan scolaire, comme cela peut se faire entre ces autres systèmes.	Transfert
	8. A community education board established by the laws of the community may carry out any powers conferred on it by those laws or by resolution of the council acting pursuant to section 7.	8. Le conseil scolaire créé par texte législatif de la communauté peut exercer les pouvoirs qui lui sont conférés soit par ce texte, soit par résolution prise par le conseil de celle-ci pour l’application de l’article 7.	Conseils scolaires

Éducation des Mi'kmaq — 6 octobre 2010

Enactment of laws	<p>9. (1) Laws of a community shall be enacted in the manner provided by its constitution.</p>	<p>9. (1) Les textes législatifs de la communauté sont édictés selon les modalités prévues par sa constitution.</p>	Modalités d'édition
Publication	<p>(2) The council of a community shall publish a law not later than thirty days after its enactment in a manner that affords a reasonable opportunity to members of the community resident on the reserve to become aware of it.</p>	<p>(2) Le conseil de la communauté veille à ce que ces textes législatifs soient publiés au plus tard trente jours après avoir été édictés et de façon à ce que les membres qui résident dans la réserve puissent en prendre connaissance.</p>	Publication
Public access	<p>(3) The council of a community shall make copies of the laws of the community and of its constitution available at its office for public inspection during normal business hours, and Mi'kmaw-Kina'matnewey shall make copies of the laws and constitutions of all communities available for public inspection at its office during normal business hours.</p>	<p>(3) Le conseil met une copie des textes législatifs et de la constitution de la communauté à la disposition du public pour consultation à son bureau pendant les heures ouvrables. Mi'kmaw-Kina'matnewey fait la même chose à son bureau en ce qui touche les textes législatifs et les constitutions de toutes les communautés.</p>	Consultation publique
Evidence	<p>(4) In any proceedings, evidence of a law of a community may be given by the production of a copy of the law, certified to be a true copy by a person authorized by the community, without proof of that person's signature or official character.</p>	<p>(4) La preuve de tout texte législatif de la communauté peut se faire, dans toute procédure, par la production de sa copie certifiée conforme par la personne autorisée par cette dernière sans qu'il soit nécessaire de prouver la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.</p>	Preuve par copie certifiée
<i>Statutory Instruments Act</i> not applicable	<p>(5) The <i>Statutory Instruments Act</i> does not apply in respect of the laws of a community.</p>	<p>(5) La <i>Loi sur les textes réglementaires</i> ne s'applique pas aux textes législatifs de la communauté.</p>	<i>Loi sur les textes réglementaires</i>
MI'KMAW-KINA'MATNEWHEY			
Corporation established	<p>10. (1) A corporation without share capital to be known as Mi'kmaw-Kina'matnewey is hereby established for the purpose of supporting the delivery of educational programs and services under this Act.</p>	<p>10. (1) Est constitué Mi'kmaw-Kina'matnewey, personne morale sans capital-actions ayant pour mission d'aider les communautés en ce qui touche les programmes et services qu'elles sont tenues d'offrir en matière d'éducation.</p>	Constitution
Directors	<p>(2) The chiefs of the communities are the members of the corporation and together constitute its board of directors, and the board may provide, by by-law or otherwise, for the management and conduct of the affairs of the corporation.</p>	<p>(2) Les chefs des communautés sont les membres de Mi'kmaw-Kina'matnewey et en forment le conseil d'administration. À ce titre, ils sont chargés de la conduite de ses travaux et de ses activités et peuvent notamment prendre des règlements administratifs à cette fin.</p>	Conseil d'administration
Application of <i>Canada Corporations Act</i>	<p>(3) For greater certainty, Part III of the <i>Canada Corporations Act</i>, chapter C-32 of the Revised Statutes of Canada, 1970, applies to the corporation and, in the application of section 102 of that Act to the corporation, a reference to shareholders shall be read as a reference to directors.</p>	<p>(3) Il est entendu que la partie III de la <i>Loi sur les corporations canadiennes</i>, ch. C-32 des Statuts revisés du Canada de 1970, s'applique à Mi'kmaw-Kina'matnewey, la mention des actionnaires, à l'article 102 de cette loi, valant mention des membres du conseil d'administration.</p>	<i>Loi sur les corporations canadiennes</i>

	INDIAN ACT	LOI SUR LES INDIENS	
Indian Act not applicable	11. Sections 114 to 122 of the <i>Indian Act</i> do not apply to a community or its members.	11. Les articles 114 à 122 de la <i>Loi sur les Indiens</i> ne s'appliquent pas à la communauté ni à ses membres.	Non-application
	AMENDMENT OF SCHEDULE	MODIFICATIONS DE L'ANNEXE	
Addition of band to schedule	<p>12. (1) The Governor in Council may, by order, add to the schedule the name of any band of Mi'kmaq in the province of Nova Scotia if the Governor in Council is satisfied that</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) the council of the band has, in a manner consistent with the Agreement, authorized the Agreement to be signed on behalf of the band; and (b) the Agreement has been signed on behalf of the band. <p>(2) The Governor in Council may, by order, delete the name of a community from the schedule if the Governor in Council is satisfied that the council of the community has, in a manner consistent with the Agreement, authorized the withdrawal of the community from the Agreement.</p>	<p>12. (1) Le gouverneur en conseil peut, par décret, ajouter à l'annexe le nom d'une bande mi'kmaq de la Nouvelle-Écosse dans les cas où il est convaincu que le conseil de cette dernière a autorisé, en conformité avec la convention, la signature de celle-ci pour le compte de la bande et que cette signature a effectivement eu lieu.</p>	Ajout d'une bande
Deletion of community from schedule		<p>(2) Il peut aussi, par décret, supprimer de l'annexe le nom d'une communauté dans les cas où il est convaincu que son conseil a autorisé, en conformité avec la convention, le retrait de l'adhésion de la communauté à ce dernier document.</p>	Modification de l'annexe : suppression
Effective date of amendment	<p>(3) Where the council of a band or community, during the twelve-month period ending on June 30 in any year, authorizes the signing of the Agreement or withdrawal from the Agreement, the amendment to the schedule adding the name of the band or deleting the name of the community shall be made effective on April 1 of the following year.</p>	<p>(3) Le décret qui fait suite à toute autorisation donnée par le conseil de la bande ou d'une communauté pendant la période de douze mois qui prend fin le 30 juin d'une année entre en vigueur le 1^{er} avril de l'année suivante.</p>	Entrée en vigueur du décret
	COMING INTO FORCE	ENTRÉE EN VIGUEUR	
Order	<p>*13. (1) Subject to subsection (2), this Act comes into force, or shall be deemed to have come into force, on a day to be fixed by order of the Governor in Council.</p> <p>(2) Section 10 comes into force on a day to be fixed by order of the Governor in Council following adoption by the chiefs of the bands named in the schedule of a resolution for the establishment of Mi'kmaw-Kina'-matnewey.</p>	<p>*13. (1) La présente loi entre en vigueur ou est réputée être entrée en vigueur, sous réserve du paragraphe (2), à la date fixée par décret.</p> <p>(2) L'article 10 entre en vigueur à la date fixée par décret après la prise, par les chefs des bandes mentionnées à l'annexe, d'une résolution visant la constitution de Mi'kmaw-Kina'-matnewey.</p>	Décret
Section 10	* [Note: Act in force April 22, 1999, <i>see SI/99-44.</i>]	* [Note: Loi en vigueur le 22 avril 1999, <i>voir TR/99-44.</i>]	Article 10

Éducation des Mi'kmaq — 6 octobre 2010

SCHEDULE
(Sections 2, 12 and 13)

1. Acadia Band
2. Annapolis Valley Band
- 2.1 Bear River Band
3. Chapel Island Band
4. Eskasoni Band
5. Membertou Band
6. Pictou Landing First Nation
7. Shubenacadie First Nation
8. Wagmatcook Band
9. Whycocomagh First Nation

1998, c. 24, Sch.; SOR/2005-275.

ANNEXE
(articles 2, 12 et 13)

1. Bande d'Acadia
2. Bande de la vallée d'Annapolis
- 2.1 Bande de Bear River
3. Bande de Chapel Island
4. Bande d'Eskasoni
5. Bande de Membertou
6. Première nation de Pictou Landing
7. Première nation de Shubenacadie
8. Bande de Wagmatcook
9. Première nation de Whycocomagh

1998, ch. 24, ann.; DORS/2005-275.

AMENDMENTS NOT IN FORCE

— 2009, c. 23, s. 333

333. Subsection 10(3) of the *Mi'kmaq Education Act* is replaced by the following:

Application of
Canada Not-for-
profit
Corporations
Act

(3) For greater certainty, Part 19 of the *Canada Not-for-profit Corporations Act* applies to the corporation and, in the application of section 160 of that Act to the corporation, a reference to members shall be read as a reference to directors.

MODIFICATIONS NON EN VIGUEUR

— 2009, ch. 23, art. 333

333. Le paragraphe 10(3) de la *Loi sur l'éducation des Mi'kmaq* est remplacé par ce qui suit :

(3) Il est entendu que la partie 19 de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* s'applique à Mi'kmaw-Kina'matnewey, la mention de l'assemblée à l'article 160 de cette loi valant mention de l'assemblée des membres du conseil d'administration.

*Loi canadienne
sur les
organisations à
but non lucratif*